
2021 Questionnaire sur les élections fédérales

Thèmes abordés :

- Vaccination obligatoire
- Plan de reprise économique après la pandémie
- Dette publique
- Télétravail/travail à domicile
- Retour sur le lieu de travail et questions liées à la santé et sécurité
- Équité en matière d'emploi
- Langues officielles
- Interprètes/traducteurs fédéraux
- Santé mentale et sécurité sur le lieu de travail
- Diversité et inclusion/harcèlement et discrimination
- Intelligence artificielle et la transformation numérique
- Responsabilité environnementale
- Rétention et recrutement – Fonction publique fédérale canadienne

Questions :

- 1. En août, le gouvernement a annoncé qu'il rendra les vaccins obligatoires pour tous les employés fédéraux sous peine de sanctions.**

Q. a) Quelle est la position officielle de votre parti sur la vaccination obligatoire des employés essentiels et non essentiels de la fonction publique?

b) Quels types de mesures d'accommodement votre parti est-il prêt à envisager pour les employés de la fonction publique non vaccinés?

- 2. La pandémie mondiale de Covid-19 a entraîné des mesures de dépenses gouvernementales sans précédent pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens.**

Q. Quelles sont vos principales priorités dans un plan de reprise économique après la pandémie?

- 3. Selon un article de Global News d'avril 2021, le déficit public du Canada est estimé à 155 milliards de dollars en 2021 et à 60 milliards de dollars en 2022-23.**

Q. Comment allez-vous vous attaquer à la dette publique tout en assurant le maintien des services publics aux Canadiens?

4. En raison de la pandémie de Covid-19, la plupart des employés de la fonction publique travaillent à distance ou en télétravail depuis mars 2019. Dans le cadre du « projet exploratoire » de Services publics et Approvisionnement Canada, 200 employés de la fonction publique se sont récemment portés volontaires pour participer à un projet pilote qui « alimentera un plan plus vaste de retour sur le lieu de travail ».

Q. Que fera votre parti pour assurer la santé et la sécurité des employés de la fonction publique fédérale?

5. La révision de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* est en cours - ce qui n'a pas eu lieu depuis 1995.

Q. Selon votre parti, quels sont les principaux changements à apporter à la Loi sur l'équité en matière d'emploi actuelle et comment proposez-vous de faire en sorte que ces changements se concrétisent?

6. Raymond Thériault, commissaire aux langues officielles, lors du dépôt du [rapport annuel 2020-2021](#), a indiqué que « des changements profonds [sont] nécessaires dans la fonction publique fédérale pour assurer des services bilingues efficaces aux Canadiens. »

Avec la dissolution du Parlement, tous les projets de loi, y compris le projet de loi C-32, *Loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la Loi sur les langues officielles*, sont morts au feuillet.

Q. Compte tenu de l'importance cruciale de moderniser la Loi sur les langues officielles, vous engagez-vous à déposer/représenter un projet de loi visant à renforcer la Loi afin d'accroître la capacité de la fonction publique à défendre et à promouvoir notre dualité linguistique dans les 100 premiers jours de la formation du gouvernement?

7. La Cour d'appel fédérale a récemment statué que les organismes fédéraux ne peuvent violer le droit d'un employé de travailler en français « en le forçant à communiquer quotidiennement avec des spécialistes anglophones monolingues... ». Cette décision a été rendue après qu'un employé de la fonction publique à la retraite ait intenté une action en justice contre son employeur en 2019 parce qu'il devait travailler principalement en anglais, son travail exigeant « un contact quotidien avec des collègues anglophones monolingues... ». Il a échoué devant la cour fédérale en 2019 et a fait appel de la décision.

Q. Comment votre parti veillerait-il à ce que les droits des employés francophones de la fonction publique soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions officielles?

8. Le gouvernement fédéral est reconnu comme le champion national de la promotion et de la protection des langues officielles du Canada. Cependant, la qualité et l'uniformité de la traduction et de l'interprétation sont en chute constante. Depuis 1995, toutes les traductions ne font pas l'objet d'un contrôle de qualité par un organisme central. Le manque de qualité et d'uniformité des communications dans les deux langues officielles a entraîné des coûts financiers importants. (Bureau de la traduction - *Évaluation économique du modèle de prestation de services*. PWC. Septembre 2018).

Lors de l'examen par le gouvernement de la *Loi sur les langues officielles* de 2019, l'ACEP a recommandé de faire du Bureau de la traduction le Centre d'excellence en langues officielles

du gouvernement fédéral et d'élargir le bassin d'employés afin d'assurer la qualité et l'uniformité de la langue et de réduire ces coûts excessifs.

Q. Vous engagez-vous à mettre en œuvre cette recommandation si vous formez le gouvernement? Oui ou Non. Expliquez.

9. Par sa participation au Groupe de travail mixte sur la santé mentale et à d'autres groupes de travail et comités, l'ACEP a investi du temps et des efforts pour maintenir l'attention du gouvernement sur la santé mentale de ses employés, préconisant des mesures plus efficaces et plus nombreuses pour soutenir les employés aux prises avec des problèmes de santé mentale?¹

Q. Que ferait votre parti pour renforcer les initiatives actuelles en matière de santé mentale et quelles mesures supplémentaires soutiendrez-vous pour remédier à la gravité de ce problème, surtout si l'on tient compte des défis supplémentaires que pose la pandémie de Covid-19?

10. Au total, 188 786 employés de 87 ministères et organismes fédéraux ont répondu au sondage 2020 auprès des employés de la fonction publique, ce qui représente un taux de réponse de 61 %. Dans l'ensemble, 11 % des répondants au sondage ont déclaré avoir été confrontés à du harcèlement, et 7 % à de la discrimination.

Q. Quelles mesures votre parti mettra-t-il en place pour lutter contre le racisme, le sexisme et la discrimination en général sur le lieu de travail, que ce soit de la part des superviseurs ou des collègues.

11. Ces dernières années, les cas de harcèlement et de discrimination sur le lieu de travail fédéral ont fait l'objet d'une sensibilisation accrue.

Q. Quelles mesures spécifiques votre parti prendra-t-il pour gérer ces questions?

12. En juin 2021, le gouvernement du Canada a annoncé une [stratégie de gouvernement numérique](#) visant à numériser le gouvernement pour mieux servir les Canadiens.

Q. Quelle est la position de votre parti sur l'intelligence artificielle et la transformation numérique dans la fonction publique?

13. Un leadership fédéral est indispensable pour lutter contre la dégradation de l'environnement et le réchauffement de la planète. Des programmes et des budgets publics sont nécessaires, mais le gouvernement fédéral doit aussi donner l'exemple à l'interne.

Q. Que propose votre parti pour s'assurer que les opérations gouvernementales soient plus écologiques et durables?

14. La fonction publique du Canada est l'une des plus efficaces et des plus performantes au monde. Elle est agile, adaptable et attire des professionnels compétents qui constituent la fondation de notre gouvernement fédéral.

¹ <https://www.acep-cape.ca/fr/actualites/journee-mondiale-de-la-sante-mentale>

Q. Quel est le plan de votre parti pour créer un environnement de travail qui continue d'attirer et de retenir l'excellence au sein de la fonction publique fédérale?

15. Une multitude de questions affecte le rendement et l'efficacité des employés de la fonction publique fédérale.

Q. Quelle est, selon votre parti, la question la plus urgente touchant les employés de la fonction publique et pourquoi?

16. En mai 2020, le gouvernement fédéral a annoncé que SAP (une multinationale allemande qui crée des logiciels de gestion d'entreprise) avait été choisie pour remplacer le système de rémunération Phénix - le fléau de milliers d'employés du service public en raison de problèmes persistants.

Q. Quelles leçons votre parti a-t-il tirées du désastre financier et technologique du système de paie Phénix et comment allez-vous faire en sorte que les employés de la fonction publique ne soient pas touchés par des problèmes similaires ou nouveaux avec un nouveau système?

NOTE ! Les questionnaires remplis doivent être retournés à M. Dina Epale, conseiller principal en défense des intérêts et affaires publiques de l'ACEP, à l'adresse depale@acep-cape.ca au plus tard le **jeudi 2 septembre à 23 h 59 HNE.**